

(Traduction)

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, la lettre dont parle mon honorable ami a été reçue à mon bureau il y a environ une heure et demie, bien que j'en connaisse la teneur, puisque les journaux en ont déjà fait état. Je déposerai volontiers cette lettre, mais on n'a pas eu le temps de la traduire en anglais, l'autre langue officielle du pays. Dès que ce sera fait, je déposerai la lettre. Je crois que les termes dans lesquels elle est conçue ne justifient pas ce que l'honorable député en a dit à propos du passage qu'il a mentionné. Bien entendu, cette lettre du premier ministre du Québec exige une réponse.

(Texte)

**M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. A la suite de cette lettre, étant donné que le premier ministre a semblé répondre par l'affirmative, dois-je comprendre que son intention est de déférer l'étude d'une assistance financière sous forme de prêts aux municipalités à la Conférence d'Halifax, cet automne?

(Traduction)

**Le très hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, j'espère être en mesure de faire une déclaration à ce sujet lundi mais, pour l'instant, je dois dire que la mesure en question, telle qu'elle est conçue, n'outrepasse pas la compétence fédérale, mais elle reconnaîtra, naturellement, les droits des provinces en la matière. Il est évident que le succès de la mesure dépendra de la collaboration des gouvernements provinciaux. Étant donné la conjoncture actuelle, je crois qu'il est souhaitable, de toute évidence, qu'il se tienne une conférence afin de déterminer si cette collaboration nous sera assurée.

Nous nous proposons d'organiser une conférence sans délai, monsieur l'Orateur, afin de procéder le plus tôt possible à l'examen du bill qui vise principalement le chômage.

**M. D. M. Fisher (Port-Arthur):** Puis-je poser une question supplémentaire? Je me demande si le premier ministre envisage la possibilité d'avoir avec M. Lesage des entretiens distincts où seraient exclus les autres premiers ministres provinciaux, afin de faciliter l'adoption de cette mesure législative?

**Le très hon. M. Pearson:** La consultation que j'ai mentionnée réunira, bien entendu, tous les premiers ministres provinciaux, du moins, j'espère qu'il en sera ainsi. Hier, en réponse à une question, j'ai dit qu'à ma connaissance, à l'exception du premier ministre

[L'hon. M. Martineau.]

du Québec, aucun autre premier ministre provincial n'avait formulé d'observations. J'ai trouvé à mon retour à mon bureau une lettre du premier ministre du Manitoba dans laquelle il fait savoir que, selon lui, il serait souhaitable de tenir des consultations sur la question. Après le début de la séance, mais avant la présentation de la résolution ou de toute mesure législative, le premier ministre de la Saskatchewan avait écrit pour dire qu'il avait appris qu'une telle mesure serait présentée, qu'il y était intéressé et qu'il appuyait les principes qu'elle était censée renfermer.

(Plus tard)

(Texte)

#### ÉTABLISSEMENT D'UN CONSEIL ÉCONOMIQUE SANS CONSULTER LES PROVINCES

**M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une dernière question au premier ministre. A-t-il l'intention de suspendre également l'étude du bill prévoyant l'établissement d'un Conseil économique du Canada, pour le soumettre au préalable aux provinces et profiter de la conférence qu'il a annoncée?

(Traduction)

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Certainement pas, monsieur l'Orateur, pas plus que le gouvernement précédent quand il a proposé de présenter un bill semblable.

(Texte)

#### LA DÉFENSE NATIONALE

##### BAGOTVILLE—ENTREPOSAGE D'OGIVES NUCLÉAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gilles Grégoire (Lapointe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Défense nationale. Le ministre peut-il nous dire si, à l'heure actuelle, il y a des ogives nucléaires entreposées à l'aéroport militaire de Bagotville ou si on a pris des engagements à cet effet, afin d'en entreposer bientôt?

(Traduction)

##### DÉCLARATION DU CHEF DE L'ÉTAT-MAJOR NAVAL À PROPOS DES FRÉGATES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Défense nationale. Hier, le ministre a dit qu'il étudiait la déclaration faite par le chef de l'état-major naval, l'amiral Rayner, savoir que des frégates à tous usages étaient nécessaires à la